



## RENCONTRE INTERNATIONALE SUD

### CEDEAO

15 et 16 mai 2017, à l'Ecole Nationale d'Administration de Dakar  
(ex : ENAM - Bd Dial DIOP X Lt CI Pierre FAYE – BP 5209 –Dakar Fann SENEGAL)

#### Programme provisoire

(Sous réserve de confirmation de certain-e-s intervenant-e-s)

#### LUNDI 15 MAI 2017 – CONCERTATION ENTRE ACTEURS NON ETATIQUES

Cette journée consacrée aux acteurs non institutionnels (société civile, parlementaires, collectivités et membres du Conseil Economique et Social) aura pour objectif de développer une compréhension commune (diaspora, acteurs locaux) de la thématique et des enjeux, ainsi que de renforcer les capacités des parties à porter un plaidoyer conjoint en direction des décideurs du Nord et du Sud.

Aussi, seront abordés des questions telles que :

- Quel lien faisons-nous entre migrations et développement ? Quelle place pour les droits humains dans cette relation ?
- Quels sont le rôle et la place des diasporas dans leur pays d'origine ?
- Quel mécanisme de dialogue et de coordination mettre en place entre les organisations diasporiques et les sociétés civiles des pays d'origine ?

Les travaux s'inscriront dans une perspective régionale et donneront lieu à la rédaction d'un appel commun à l'engagement dont lecture sera faite lors du séminaire pluri-acteurs du lendemain.

09h00 - 09h15 **Accueil**

09h15 - 09h25 **Mot d'ouverture et objectif de la journée**

09h25 – 9h45 **Quizz 10 mythes**

09h45-11h15 **Atelier-débat n°1 : La migration nuit-elle ou bénéficie-t-elle au développement ?**

Débat contradictoire

Synthèse des débats par le Pr Aly TANDIAN, Expert Migrations et Développement (UGB) ou Pr Pape SAKHO, Chef du département de Géographie, Université Cheikh Anta DIOP (UCAD)

Consensus sur les valeurs et la vision communes portées

11h15 – 11h30 **Pause**

11h30-13h00 **Atelier-débat n°2 : Quelle perception croisée entre diasporas et acteurs de la société civile dans les pays d'origine ? Quelles perspectives de collaboration ? Quelles attentes par rapport à nos autorités ?**

Interventions croisées SC/diaspora

Action organisée en partenariat avec ICMC Europe dans le cadre du projet « MADE Afrique de l'Ouest – Migrations et Développement, Partenariat pour une gouvernance des migrations et de la mobilité basée sur les droits », avec le soutien de :



Débat ouvert  
Recommandations

13h -15h30 **Pause déjeuner** (Rédaction parallèle de la déclaration par le DIADEM, le FORIM et le CSSSE-3A-MECSEF)

15h30 - 17h30 **Amendements et adoption de la déclaration**

## MARDI 16 MAI 2017 – SEMINAIRE PLURI-ACTEURS

08h30 - 09h00 **Accueil**

09h00 – 09h30 **Cérémonie d'ouverture**

Bienvenue et modération par M. Badara N'DIAYE, DIADEM et Mme Khady SAKHO NIANG du CSSSE/MECSEF

Allocution de M. Thierno CAMARA, Président du FORIM

Allocution du/de la représentant-e de l'AFD

Allocution du/de la représentant-e de la DUE

Allocution de SEM Laouali CHAIBOU, Commissaire chargé du Commerce, des Douanes, de la Liberté de circulation et du Tourisme de la CEDEAO

Allocution de Mme N'Diolo NDIAYE, Conseillère à la Présidence en charge de la diaspora

Allocution de Monsieur Sory KABA, Directeur des Sénégalais de l'Extérieur

09h30 – 09h45

**Présentation du contexte (projet MADEAO), objectifs, méthode de travail et résultats attendus de la rencontre**, Mme Tiguida CAMARA, Chargée de mission du FORIM

**Lecture solennelle de la déclaration conjointe**  
CSSSE-MECSEF

09h45 – 11h15

**Session 1 – Les diasporas dans le projet communautaire de la CEDEAO : Mobilisation, Mobilité et intégration régionale**

L'approche commune de la CEDEAO sur les migrations (2008) dispose que la Commission est mandatée par les Etats membres « *pour conduire une réflexion sur la valorisation des compétences et des ressources financières des diasporas ouest africaines en vue de contribuer au développement de leurs pays d'origine et lutter efficacement contre la fuite des cerveaux. Cette réflexion devra prendre en compte les bonnes pratiques en la matière et proposer des mesures communes, notamment en ce qui concerne la facilitation des transferts financiers, des investissements dans la région ainsi à l'implication des diasporas dans les projets de développement. Les Etats membres s'engagent à renforcer la solidarité entre la diaspora et les pays d'origine.* »

Action organisée en partenariat avec ICMC Europe dans le cadre du projet « **MADE Afrique de l'Ouest – Migrations et Développement, Partenariat pour une gouvernance des migrations et de la mobilité basée sur les droits** », avec le soutien de :



Les Etats membres de la CEDEAO reconnaissent l'apport des migrations internationales dans le processus de développement des pays d'origine et d'accueil lorsque celles-ci sont bien « gérées ». Indépendamment du fait que le concept de « bonne gestion » des migrations reste à définir/convenir, c'est à ce titre que i) les diasporas sont identifiées comme des acteurs à mobiliser, en tant que vecteurs intra et extra-communautaires de liens et de dynamismes économiques, sociales et culturels et que ii) la libre circulation se place au cœur du processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest, processus qui lui-même fait partie intégrante de la stratégie de développement dans la sous-région. Néanmoins, force est de constater que, près de 30 ans après le protocole sur la libre circulation et de 10 ans après l'adoption de l'approche commune sur les migrations, malgré des efforts disparates des Etats membres pour mobiliser leurs ressortissant-e-s de l'extérieur, l'action de la CEDEAO en direction de la diaspora reste peu lisible et que les efforts concrets et manifestes pour faciliter la libre circulation (abolition des visas pour une période de 3 ans, création d'un passeport CEDEAO) ne réussissent pas à masquer les entraves réelles à la mobilité dans un espace intégré. En outre, de 1979 (protocole) à 2008 (approche commune), l'approche sécuritaire des migrations inter-régionales semble prendre le pas sur les impératifs de liberté de circulation et d'installation au niveau intra-régional.

Compte tenu de ce qui précède, quelle place la CEDEAO donne-t-elle aux diasporas basées à l'intérieur et à l'extérieur de l'espace communautaire ? Quels moyens se donne-t-elle pour mobiliser/ accompagner ces diasporas ? Quelle avancées concrètes ont été réalisées et quelle perspectives ?

Il s'agira lors de cette session de mieux appréhender le contexte de mobilisation des diasporas et d'identifier les grands enjeux à relever par les différents échelons et acteurs pour mobiliser les diasporas en faveur des pays de la CEDEAO.

Modération : DIADEM

Intervenant-e-s :

- Représentant-e de la Commission de la CEDEAO
- Représentant-e de la Direction des Sénégalais de l'extérieur
- Président du FORIM
- Représentant-e de la diaspora CEDEAO ou Diaspora Togolaise
- Représentant-e de la Diaspora Burkinabé
- Représentant-e de l'Assemblée Nationale

11h15-11h30 **Pause et photo collective**

11h30-13h00 **Session 2 - A la lumière des bonnes pratiques de mobilisation des diasporas : Quelles voies possibles pour les pays de la CEDEAO ?**

Il s'agira ici de proposer une analyse croisée des dialogues-pays (RIS) initiés par le FORIM sur la mobilisation de la diaspora. Seront ainsi dégagées les bonnes pratiques, approches innovantes et recommandations identifiées dans les différents pays de et hors CEDEAO (en termes de dispositifs d'accompagnement, de mécanismes partenariaux, d'environnement d'intervention des diasporas et de leurs organisations). Les échanges porteront également sur les obstacles majeurs rencontrés et écueils à éviter. Les discussions s'intéresseront, plus particulièrement et de façon transversale, aux initiatives favorisant la création ou la consolidation d'emplois à travers les 3 focus suivants :

- Le partenariat avec les autorités locales,
- L'entreprenariat,

---

Action organisée en partenariat avec ICMC Europe dans le cadre du projet « MADE Afrique de l'Ouest – Migrations et Développement, Partenariat pour une gouvernance des migrations et de la mobilité basée sur les droits », avec le soutien de :



- L'autonomisation des femmes et de la jeunesse.

### *Session 2a – partenariat avec les autorités locales*

Modératrice : Helene Rama NIANG, FECSA

Intervenant-e-s :

Sur les recommandations des RIS pays et les bonnes pratiques identifiées dans la conduite de projet :

- Mme Khady SAKHO NIANG, CSSSE-MECSEF-FORIM
- M. Hamedy DIARRA, Président du Haut Conseil des Maliens de France, HCMF-FORIM
- Mme Awa Cheikh MBENGUE, membre du Conseil Economique Social et Environnemental, CESE
- M. Thiedel DIALLO, Maire de Goudiry, région de Tambacounda
- M. Sidy Ardo SOW, Conseiller rural de Ndiayène Peindao, Département de Podor, région de St Louis

13h00-14h00 Déjeuner

14h00-15h30 Session 2 (2<sup>e</sup> partie)

### *Session 2b - L'entrepreneuriat des migrant-e-s*

Modération : M. Ass GOUMBALLA, AFIS International

Intervenant-e-s :

- Mme Aminata SAKHO, Témoignage d'une jeune Entrepreneuse de la diaspora
- M. Thierno CAMARA, Administrateur de la CAGF et Président du FORIM
- Joséphine KANE, Chargé de Programme Partenariat Relations extérieures/ Pépinières et Incubateurs, ADEPME
- Papa Birama THIAM, Coordinateur du PAISD (ou son/sa représentant-e)

15h30-17h00 Session 2 (3<sup>e</sup> suite)

### *Session 2c – L'autonomisation et employabilité des femmes et des jeunes*

Modération : Moussé BAO, Expert indépendant

Intervenant-e-s :

- Mme Sôad FRIKECH-CHAOUIH, Présidente de l'AMF-FORIM
- Mme Soukeyna NDIAYE BA, INAFI, FDEA (Entrepreneuriat et Microfinance)
- Représentant-e de l'Agence pour l'emploi des jeunes (Mme Bouso SARR)
- Mme Néné SOW CAMARA, Centre d'animation Socio-éducatif de GUINGUINÉO (CASEG)
- Mme Ataa MENSAH, Membre du CAGEF-FORIM

17h00 -18h00 Session 3 – MADE AO : Ensemble, vers une coopération réussie

Il s'agira ici, à la lumière des discussions de la journée, de revenir sur l'analyse des acteurs qui interviendront dans le projet MADEAO ; l'objectif étant de faire du Burkina Faso et du Togo des pays pilotes promouvant une approche innovante en termes de mobilisation de leurs diasporas, et engagés dans la levée des obstacles à cette mobilisation.

Action organisée en partenariat avec ICMC Europe dans le cadre du projet « MADE Afrique de l'Ouest – Migrations et Développement, Partenariat pour une gouvernance des migrations et de la mobilité basée sur les droits », avec le soutien de :



Les intervenant-e-s présenteront donc les éléments clés qu'ils auront retenus de la journée : les pistes qu'ils/elles pensent intéressantes de creuser, les pratiques qui leur semblent duplicables, les enjeux majeurs qu'ils/elles pressentent. Ils/elles reviendront également sur ce qui, selon eux/elles et de leurs perspectives, est possible/réaliste d'envisager dans les 3 ans du projet MADEAO, en termes de mise en place de dispositifs, de partenariats ou d'évolutions positives du cadre d'intervention des OSIM au niveau régional et dans les deux pays cibles du projets.

Ces discussions constitueront la base d'une feuille de route qui guidera les activités du MADEAO.

Modératrice: Dr. Oumoukhairy COULIBALY TANDJAN

Intervenant-e-s :

- Mme Adolé ANKRAH, Directrice de FIA/ISM-FORIM
- Mamadou Mignane DIOUF, CARITAS/ MADE Afrique
- Guy AhoTété BENISSAN Coordinateur Régional REPAOC
- M. Babaké B. Dominique, Comité de Coordination et de Suivi des Activités de Migration et Développement au Togo, Ministère de la Planification du Développement
- Représentant-e Cellule CEDEAO
- Représentant-e de la diaspora burkinabé au Sénégal

18h00-18h10 CONCLUSION DE LA JOURNEE ET CLOTURE

Allocutions de :

- M. Badara N'DIAYE, DIADEM
- Mme Khady SAKHO NIANG, MECSEF-CSSSE-FORIM
- M. Thierno CAMARA, CAGF-FORIM
- Mme Penda MBOW, Ministre, représentante personnelle du Chef de l'État du Sénégal à la Francophonie
- Monsieur le Commissaire de la CEDEAO (ou son/sa représentant-e)
- SEM Le Ministre des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur (ou son /sa représentant-e)

**Rapporteurs**

FORIM (Tiguida CAMARA),  
DIADEM (Mariama SADIO)  
DIADEM (Papa Moussa SALL)  
Moussé BAO,  
Ass GOUMBALLA

---

Action organisée en partenariat avec ICMC Europe dans le cadre du projet « MADE Afrique de l'Ouest – Migrations et Développement, Partenariat pour une gouvernance des migrations et de la mobilité basée sur les droits », avec le soutien de :

